CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

8 MARS TOUTE L'ANNÉE !

MANIFESTATION
21 NOVEMBRE 2026
15H00 - PLACE DE JAUDE

Pour la journée internationale contre les violences envers les femmes et les filles, nous manifestons en solidarité avec les femmes et les filles du monde entier. Avec toutes celles qui ne peuvent pas parler, qui subissent des violences sexuelles, des tortures et des mutilations. Ces violences systémiques sont la pierre angulaire du patriarcat.

Dans le monde, 736 millions de femmes ont subi des violences physiques et/ou sexuelles. En France, une femme est violée toutes les sept minutes et une fille est victime d'inceste toutes les trois minutes. Au moins 74 femmes ont été assassinées par leur compagnon ou ex-compagnon en 2026. Au moins 15 000 mineures prises en charge par l'Aide sociale à l'enfance seraient en situation de prostitution. Le dernier rapport du Haut Conseil à l'égalité révèle l'ampleur du sexisme hostile et alerte sur la menace que représentent les masculinismes, jusqu'à évoquer **la notion de « terrorisme misogyne » dans les doctrines de sécurité.**

Mais, partout dans le monde, souffle un vent de révolution féministe !

En France, après le terrible meurtre de Lyhanna, la coalition enfantiste et féministe réunissant près de 200 organisations a contribué à **l'adoption d'une loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles à l'Assemblée nationale.** À Clermont-Ferrand, des mères protectrices se sont mobilisées pour leurs enfants chaque lundi contre une justice patriarcale.

CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

8 MARS TOUTE L'ANNÉE !

MANIFESTATION
21 NOVEMBRE 2026
15H00 - PLACE DE JAUDE

Pour la journée internationale contre les violences envers les femmes et les filles, nous manifestons en solidarité avec les femmes et les filles du monde entier. Avec toutes celles qui ne peuvent pas parler, qui subissent des violences sexuelles, des tortures et des mutilations. Ces violences systémiques sont la pierre angulaire du patriarcat.

Dans le monde, 736 millions de femmes ont subi des violences physiques et/ou sexuelles. En France, une femme est violée toutes les sept minutes et une fille est victime d'inceste toutes les trois minutes. Au moins 74 femmes ont été assassinées par leur compagnon ou ex-compagnon en 2026. Au moins 15 000 mineures prises en charge par l'Aide sociale à l'enfance seraient en situation de prostitution. Le dernier rapport du Haut Conseil à l'égalité révèle l'ampleur du sexisme hostile et alerte sur la menace que représentent les masculinismes, jusqu'à évoquer **la notion de « terrorisme misogyne » dans les doctrines de sécurité.**

Mais, partout dans le monde, souffle un vent de révolution féministe !

En France, après le terrible meurtre de Lyhanna, la coalition enfantiste et féministe réunissant près de 200 organisations a contribué à **l'adoption d'une loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles à l'Assemblée nationale.** À Clermont-Ferrand, des mères protectrices se sont mobilisées pour leurs enfants chaque lundi contre une justice patriarcale.

Au Mali, des féministes se sont mobilisées contre une campagne promouvant les mutilations génitales féminines. Le 26 août, la Commission nationale des droits de l'homme a appelé les autorités à les interdire par la loi. **En Colombie, des femmes sont descendues dans la rue pour défendre leur droit constitutionnel à l'avortement** après que l'extrême-droite au pouvoir a qualifié l'IVG de "monstruosités". **En Afrique du Sud, des milliers de femmes et des collectifs féministes ont manifesté contre la série de 10 féminicides** en un mois, scandant : « Suis-je la prochaine ? » et « Ne nous tuez pas !».

Les droits des femmes et des filles ne sont jamais acquis : ils exigent des moyens et une volonté politique. Nous dénonçons les politiques d'austérité des gouvernements néolibéraux, qui aggravent les violences économiques et frappent d'abord les femmes les plus vulnérables. Le débat sur la loi intégrale l'a montré : **les élu·es d'extrême droite ont torpillé l'amendement visant à protéger les femmes migrantes victimes de violences.** Sans budget suffisant, cette loi ne pourra tenir ses promesses. Les votes de l'extrême droite à l'Assemblée nationale et au Parlement européen confirment son opposition aux droits des femmes.

Nous appelons le Sénat, à majorité conservatrice et dans lequel 3 députés d'extrême-droite viennent de faire leur entrée, **à répondre à la demande populaire de justice et d'égalité en votant la loi intégrale** lors de son examen en janvier 2027.

Nous ne mettrons fin aux violences sexistes et sexuelles qu'au moyen de politiques publiques ambitieuses, financées à la hauteur des besoins : prévention, éducation, protection des victimes, accompagnement et justice.

Le 25 novembre, mobilisons-nous contre les violences patriarcales ! Nous exigeons des actes, des moyens et des droits pour toutes les femmes et les filles.

Au Mali, des féministes se sont mobilisées contre une campagne promouvant les mutilations génitales féminines. Le 26 août, la Commission nationale des droits de l'homme a appelé les autorités à les interdire par la loi. **En Colombie, des femmes sont descendues dans la rue pour défendre leur droit constitutionnel à l'avortement** après que l'extrême-droite au pouvoir a qualifié l'IVG de "monstruosités". **En Afrique du Sud, des milliers de femmes et des collectifs féministes ont manifesté contre la série de 10 féminicides** en un mois, scandant : « Suis-je la prochaine ? » et « Ne nous tuez pas !».

Les droits des femmes et des filles ne sont jamais acquis : ils exigent des moyens et une volonté politique. Nous dénonçons les politiques d'austérité des gouvernements néolibéraux, qui aggravent les violences économiques et frappent d'abord les femmes les plus vulnérables. Le débat sur la loi intégrale l'a montré : **les élu·es d'extrême droite ont torpillé l'amendement visant à protéger les femmes migrantes victimes de violences.** Sans budget suffisant, cette loi ne pourra tenir ses promesses. Les votes de l'extrême droite à l'Assemblée nationale et au Parlement européen confirment son opposition aux droits des femmes.

Nous appelons le Sénat, à majorité conservatrice et dans lequel 3 députés d'extrême-droite viennent de faire leur entrée, **à répondre à la demande populaire de justice et d'égalité en votant la loi intégrale** lors de son examen en janvier 2027.

Nous ne mettrons fin aux violences sexistes et sexuelles qu'au moyen de politiques publiques ambitieuses, financées à la hauteur des besoins : prévention, éducation, protection des victimes, accompagnement et justice.

Le 25 novembre, mobilisons-nous contre les violences patriarcales ! Nous exigeons des actes, des moyens et des droits pour toutes les femmes et les filles.